

<https://www.aefinfo.fr/depeche/716893-le-choc-des-savoirs-qui-se-met-en-place-cette-rent...>

✍ Elise Le Berre

🕒 6 min read

Le choc des savoirs qui se met en place cette rentrée n'est pas celui présenté par Gabriel Attal (Snes-FSU)

Le "choc des savoirs" qui se met en place en cette rentrée "n'est pas celui présenté par Gabriel Attal au lendemain des résultats Pisa", estime la secrétaire générale du Snes-FSU, lors d'une conférence de presse le 29 août 2024. Alors que le syndicat lance une enquête auprès des établissements pour avoir des remontées sur la mise en place des groupes en français et maths en 6e et en 5e, Sophie Vénétiay considère qu'il existe "autant d'exemples de configuration que de collèges". Elle s'interroge aussi sur le manque d'enseignants pour ce dispositif, et déplore "une crise de sens du métier".



En cette rentrée, Emmanuel Séchet (secrétaire général adjoint), Sophie Vénétiay (secrétaire générale) et Gwénaél Le Paih (secrétaire général adjoint) du Snes-FSU

attendent "un cap et des perspectives". AEFinfo

"Nicole Belloubet a acté, lors de sa conférence de presse, les échecs cinglants qui entérinent les errements d'une politique éducative désavouée dans les urnes", estime la secrétaire générale du Snes-FSU, lors d'une conférence de presse le 29 août 2024.

Pour Sophie Vénétitay, le "choc des savoirs" qui se met en place en cette rentrée n'est pas le "choc des savoirs" présenté par Gabriel Attal le 5 décembre, au lendemain des résultats Pisa. "Le cœur du 'choc des savoirs', les mesures réactionnaires, ne s'appliqueront pas" : les classes prépa-seconde "ne font pas le plein", les textes sur la réforme du DNB ne sont pas parus... Autant de mesures qui "ne vont pas se mettre en place, victimes de la dissolution mais aussi de la mobilisation de la profession".

Groupes en français et en maths : "Autant d'exemples de configurations que de collèges"

Parmi les mesures du "choc des savoirs" contestées par le syndicat : les groupes mis en place en français et mathématiques en 6e et en 5e. Selon Sophie Vénétitay, conformément aux consignes données par le Snes, certains établissements se sont "emparés" des conseils d'administration pour mettre en place d'autres configurations. Il s'agit soit de groupes hétérogènes, soit de dédoublements, "en renforçant les enseignements de français et de mathématiques". "Il existe autant d'exemples de configurations que de collèges", avance la secrétaire générale, alors qu'une enquête a été lancée par le Snes afin d'estimer la part des collèges appliquant les groupes de niveau.

Quant aux contrôles sur la mise en place de ces groupes, Sophie Vénétitay balaie le sujet : "Qui va contrôler ? Il n'y a pas d'envie politique de contrôler cette réforme". Des syndicats d'inspecteurs sont d'ailleurs opposés au "choc des savoirs", rappelle la secrétaire générale. Elle pointe également le manque d'enseignants de français et mathématiques pour mettre en place ce dispositif, au vu des difficultés de recrutement ([lire sur AEF info](#)).

"Des questionnements sur l'identité professionnelle"

"Il n'y aura pas un prof devant chaque classe à la rentrée, ni tout au long de l'année", selon Sophie Vénétitay. Alors que Nicole Belloubet a déclaré que l'atteinte de l'objectif de 100 % de couverture du besoin en enseignants était "tout proche", la secrétaire générale

y voit un "aveu d'échec". Elle craint aussi qu'avec la mise en place des groupes, "beaucoup de collègues finissent par lâcher. Il y a beaucoup de questionnements sur l'identité professionnelle, une crise de sens du métier".

S'appuyant sur les documents budgétaires 2023 de l'Assemblée nationale, qui précise le nombre de postes vacants, et la durée d'une vacance, elle observe que non seulement "il manque de plus en plus d'enseignants, mais aussi de plus en plus longtemps : la durée moyenne de vacance d'un poste est de 28 jours. "La crise de recrutement est tellement enracinée qu'elle menace la continuité du service public. Et pour la première fois, même l'agrégation ne fait plus le plein".

Dès lors, le syndicat demande, parmi les mesures d'urgence, l'abrogation du "choc des savoirs" et de la réforme du DNB (cf. encadré), de rouvrir le dossier salarial, et d'abandonner la réforme de la formation initiale et le pacte.

À moyen terme, il demande "d'amorcer un travail sur loi de programmation pluriannuelle sur les recrutements et les salaires". Une intersyndicale doit aussi se réunir la semaine prochaine, et une grève pourrait se tenir début octobre pour "la défense de l'école publique", alors que celle-ci est aujourd'hui "mise à mal : on bascule sur une école du tri social".

La réforme du brevet

Concernant la réforme du DNB, la ministre démissionnaire a indiqué lors de sa conférence de presse que le texte instaurant l'obligation d'obtenir le brevet pour entrer au lycée était gelé. En revanche, les textes fixant les nouvelles modalités d'évaluation sont prêts, selon Nicole Belloubet, et pourront être publiés dès la nomination d'un gouvernement. Ils prévoient :

- le passage de 50 % de contrôle continu/50 % d'examen terminal à 40 %/60 % pour augmenter la part donnée aux épreuves de fin d'année,
- la prise en compte de toutes les disciplines de 3e pour les 40 % de contrôle continu,
- la mise en place de commissions d'harmonisation académiques.

Pour Gwenaël Le Paih, secrétaire général adjoint, un contrôle continu qui "valorise toutes les disciplines va dans le bon sens". Le syndicat demande l'abandon de la réforme pour

éviter de conditionner le passage au lycée à l'obtention du brevet.

Generated with Reader Mode